

**PROJET DE GESTION DURABLE DES PAYSAGES COMMUNAUX POUR LA REDD+ (PGPC/REDD+)**

**Sous-composante 3.2. Soutien aux coopératives et PME**

**dans les municipalités ciblées**

**APPEL A PROPOSITION DE SOUS PROJET**

**GUICHET : PETITES ENTREPRISES[[1]](#footnote-1) (≤ 10 MILLIONS FCFA)**

**Calendrier :**

Publication et retrait des documents**: 22 février au 22 avril 2024**

Dépôts des propositions de sous projets : **22 mars au 22 avril 2024**

**Pour les informations complémentaires veuillez contacter le secrétariat du programme de l’UICN au Burkina Faso.**

**Email :** uicnbf@iucn.org

**Téléphone: 25313154**

Février 2024

# **Contexte**

Le Burkina Faso, avec le soutien de la Banque mondiale, a développé le Projet de Gestion Durable des Paysages Communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+). L’objectif de développement de ce projet est de renforcer la gestion durable des paysages et d’améliorer la génération de revenus dans les zones forestières ciblées au Burkina Faso. Pour atteindre cet objectif, le projet a été structuré en 4 composantes et 9 sous-composantes dont la sous-composante 3.2 qui traite du Soutien aux coopératives, Petites et moyennes Entreprises (PME) dans les municipalités ciblées.

La Banque mondiale et le Burkina Faso ont responsabilisé l’Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour la mise en œuvre de la sous-composante 3.2. Cette sous-composante vise à soutenir directement les organisations de producteurs et les PME dans le renforcement de leurs capacités à exploiter, transformer et commercialiser leurs produits à travers des sous-projets à coûts partagés pour promouvoir et financer l’adoption de bonnes pratiques, la fourniture d'intrants, de kits et d’équipements de production, transformation et/ou commercialisation. Les chaînes de valeur ciblées pour ces sous-projets sont, en priorité, le karité, le néré, le baobab, le moringa et le bio-compost.

Une partie des activités à financer dans le cadre de la sous composante 3.2 feront l'objet d'appels à propositions et seront mises en œuvre à travers des sous-projets par des coopératives, des petites et moyennes entreprises (PME) et des Groupements d’Intérêt Economique (GIE) éligibles. Ces groupes identifieront et développeront des idées de financement dont le montant maximum sera fonction de la taille de l’entreprise.

# **Modalité de financement**

Le financement sera un mécanisme de subvention à coûts partagés. La durée maximale d’un projet ne devra pas excéder **24 mois**, à partir de la date de signature des conventions de financement (contrats) de sous projets avec les promoteurs. Le montant maximum des subventions à octroyer dans le cadre du guichet 1 petite entreprise sera égale ou inférieur à **10 millions de FCFA**. Le montant minimum devra être supérieur à 2 millions de FCFA.

Tableau 1: Modalités de financement des sous projets de petites entreprises

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant maximum de subvention (en millions FCFA) | Femmes et jeunes[[2]](#footnote-2) | Tout autre promoteur |
| Subvention | Contribution du Promoteur | Subvention. | Contribution du Promoteur |
| **Montant ≤ 10** | **85%** | **15%** | **80%** | **20%** |

NB. Le budget définitif du sous projet présélectionné sera retenu après l’atelier d’affinement et de coproduction de façon concertée entre le promoteur et l’équipe technique de l’UICN après vérification des choix techniques et des différents coûts.

# **Activités éligibles**

Les sous-projets de petites entreprises qui font l’objet de cet appel à projet devront portés sur les chaînes de valeurs ciblées par le Projet (karité, néré, baobab, et moringa, etc.). D’autres chaînes de valeur peuvent être considérées pour financement, à condition de démontrer leur importance dans le contexte écologique et socioéconomique régional, national et/ou international.

D’une façon générale, une entreprise est une structure publique ou privée sous laquelle s'exerce une activité économique en utilisant un personnel, des locaux et des équipements appropriés. Le projet vise des entreprises écoresponsables, c’est-à-dire des entreprises qui internalisent les problématiques environnementales dans sa production, l'objectif attendu étant de tirer un profit économique tout en minimisant ses impacts sur les écosystèmes. Il s’aligne (i) aux modalités d’application de la loi n°014/99/AN du 15 avril 1999 portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso et (ii) au décret portant adoption de la Charte des petites et moyennes entreprises au Burkina Faso.Les activités éligibles porteront sur l’un ou l’autre des trois (3) maillons (production, transformation, commercialisation) des chaînes de valeur. Les définitions suivantes sont retenues pour chacun des trois maillons ciblés :

* ***La Production*** : Il s’agit de toute combinaison de facteurs de production visant à rendre disponible la matière première pour la vente. Ainsi, pour les chaînes de valeur des fruits d’espèces forestières non cultivées, la production consiste à toute action d’entretien/plantation d’arbres, de collecte, tri, traitement, conditionnement des fruits, etc., visant à rendre disponible et à vendre des fruits de qualité issus de la forêt. Pour les chaînes de valeur d’espèces cultivées, la production consiste à toute action d’acquisition des semences, d’équipements, de semis, d’entretien, de récolte, traitement et conditionnement des récoltes, etc., visant à rendre disponible et à vendre de la matière première. Il s’agit donc d’actions de production de la matière première pour la vente.
* ***La transformation*** : Il s’agit de toute combinaison de facteurs de production visant à faire passer une matière première en un produit semi-fini ou fini pour la vente. Ainsi, le passage d’une noix de karité à du beurre, ou le passage de feuille de moringa en poudre constitue de la transformation. Il s’agit d’action de production de produit semi-fini et/ou finis pour la vente.
* ***La commercialisation*** : Il s’agit des processus de collecte, de stockage et de distribution des produits finis aux consommateurs.

D’une façon générale les activités doivent démontrer leur contribution à l’atteinte des résultats et objectifs du PGPC/REDD+. Le tableau 2 présente une liste non exhaustive des activités éligibles et non éligibles au financement de la sous composante 3.2 du PGPC/REDD+.

tableau 2: liste indicatives d'activités éligibles pour financement à travers la sous composante 3.2

|  |  |
| --- | --- |
| Type d’activités | Description non exhaustive |
| Activités éligibles | * Activités visant le développement d’entreprises (petites ou moyennes) dans les trois maillons (production, transformation et commercialisation) des chaînes de valeur prioritaires ciblées par le PGPC/REDD+ : Karité, Néré, baobab, et moringa,
* D’autres chaines de valeur peuvent être considérées selon leur contribution aux objectifs du projet
* Activités devant utiliser des pratiques et des technologies sobres en carbone ;
* Activités qui contribuent à la conservation et la restauration des ressources naturelles dans les paysages communaux.
* Activités contribuant à l’égalité de genre dans la mise en œuvre et le partage des bénéfices ;
* Etc.
 |

Outre la nature des activités éligibles, les sous projets devront présenter les trois critères supplémentaires suivants :

* Actions mises en œuvre sur le terrain suivant l’approche 4P (Partenariat Public-Privé-Producteur). Le promoteur doit démontrer comment les acteurs du Public, du privé et les producteurs concernés par l’action joueront les rôles respectifs dans le sous projet ;
* Actions intégrant le genre et l’inclusion sociale, notamment ayant une bonne qualité d’intégration et de retombées positives au profit des femmes, des jeunes, et autres groupes défavorisés. Le promoteur devra démontrer comment le sous projet affecteront de façon positive les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés ;
* Activités visant l'amélioration de l'environnement favorable pour le développement durable des chaînes de valeur sélectionnées et la réduction de la vulnérabilité des communautés aux changements climatiques, notamment des activités visant l’économie d’énergie, la réduction de la consommation du bois de feux, etc.

**Approche 4P :**

Un 4P consiste en une coopération entre un gouvernement, des entrepreneurs et des petits producteurs, qui acceptent de collaborer pour atteindre un but commun ou effectuer une tâche spécifique, en assumant conjointement les risques et les responsabilités et en partageant avantages, ressources et compétences.

Les principales caractéristiques d'un 4P (par opposition aux PPP) sont les suivantes : a) La participation du secteur privé est prévue dès le départ de sorte qu’elle fasse partie intégrante de la conception du projet et de son exécution, et les résultats du partenariat font l’objet d’un suivi- évaluation systématique en tant que partie intégrante du cadre des résultats du projet. b) Dans la mesure du possible, le partenaire privé est choisi à l’issue d’un processus de mise en concurrence ou de sélection rigoureux qui assure la transparence et l'objectivité et répond aux objectifs sociaux, économiques et environnementaux du projet.

c) Les producteurs jouent un rôle actif dans les négociations et les accords de partenariat (formels et informels), la gouvernance et le suivi. d) Un 4P est un véritable partenariat dans lequel chaque partenaire a des rôles et des responsabilités bien définis et partage risques et avantages. Les partenaires du secteur privé sont censés affecter les ressources financières correspondantes. e) Créer des liens avec le secteur privé par le biais d’un 4P garantit que les interventions perdurent au- delà de la durée de vie du projet, parce qu'elles suivent une logique commerciale et que toutes les parties concernées en tirent des avantages. Un 4P doit être considéré comme un point d'entrée pour la transposition à plus grande échelle des résultats d’un projet en faisant appel à des investissements du secteur privé.

# **Activités non éligibles**

Les activités non éligibles sont contenues dans le tableau ci-après.

tableau 3: liste indicatives d'activites non eligibles pour financement à travers la sous composante 3.2

|  |  |
| --- | --- |
| Type d’activités | Description non exhaustive |
| Activités non éligibles | * Acquisition de terres ou adjudication de terres faisant l’objet d’un litige ;
* Activités affectant négativement des communautés locales, ou que les communautés ne soutiennent pas amplement. Les preuves de cet appui général des communautés peuvent être exposées dans la proposition du projet, ou dans une lettre d’accompagnement de la proposition
* Activités favorisant l’enlèvement ou l’altération de tout bien culturel physique (y compris de sites à valeur archéologique, paléontologique, historique ou religieuse, ou ayant une valeur naturelle particulière)
* Activités favorisant la conversion, le déboisement, la dégradation ou tout autre type d’altération des forêts ou des habitats naturels dont, entre autres, la conversion en terrains agricoles ou plantations d’arbres
* Financement d’élections ou de campagnes électorales
* Acquisition d’armes ou de munitions
* Etc.
 |

# **Condition d’éligibilité des acteurs**

Les principaux critères d’éligibilité des porteurs de sous projets sont décrits dans cette sous-section :

* 1. **Pour les personness morales:**
* Pouvoir faire la démonstration d'une expérience d’au moins (02) deux années dans le secteur via les personnes mobilisées
* Avoir un statut juridique qui leur permette de recevoir des subventions ;
* Avoir des documents de reconnaissance officiels ;
* Toutefois, les associations qui ne disposent pas de statut peuvent être soutenues par une organisation éligible qui s’engagent à œuvrer à la reconnaissance de ladite association bénéficiaire avant la fin du 1er trimestre de la mise en œuvre du sous projet ;
* Avoir respecté ses engagements antérieurs dans le cadre des activités d’autres projets en cours ou achevés.
	1. **Pour les personness physiques:**
* Avoir au moins 18 ans pour les personnes physiques promotrices de Petites Entreprises à fort potentiel d’emplois pour les groupes vulnérables ;
* Avoir exercé au moins une (01) année dans le domaine de l’activité proposée ou être un jeune ayant bénéficié d’une formation théorique et pratique dans le domaine de l’activité dans une école ou un centre de formation de référence ;
* Ne pas être un fonctionnaire de l’Etat ou d’autres institutions en activité.

# **Critères d’éligibilités du sous projet**

* 1. **Conformité des coûts du sous projet, des dispositions financières et de la zone d’implantation du sous projet** :

Il s’agit entre autres du coût total estimé du sous projet, du montant estimé de l’apport personnel du promoteur (fonds propres déposés dans un compte bancaire dédié) et de l’éligibilité de l’institution financière partenaire auprès de laquelle le promoteur envisage l’ouverture du compte dédié en cas d’approbation du sous projet.

* 1. **Conformité du sous projet avec l’objectif de développement du PGPC/REDD+ qui est de renforcer la gestion durable des paysages et d’améliorer la génération de revenus dans les zones forestières ciblées au Burkina Faso :**

Cette conformité renvoie à : la pertinence des objectifs et résultats attendus du sous projet (Pertinence), la pertinence des activités et des modalités de mise en œuvre (Cohérence), l’utilisation de technologies sobres en carbone, le réalisme des estimations et projections (Efficience), l’existence de marché actuel ou potentiel pour les produits qui découleront de la mise en œuvre du sous projet, la rentabilité économique potentielle (impact et viabilité économique), les impacts environnementaux et sociaux inexistants, limités, ou réversibles (impacts et viabilité environnementale sociale) et la prise en compte de l’inclusion sociale (femmes et/ou jeunes, groupes vulnérables).

# **Comment postuler**

L’UICN publiera le dossier d’appel à sous projets sur son propre site Web, celui du PGPC/REDD+, par voie d’affiche et via d’autres médias ou canaux en fonction de la situation locale pour assurer une large diffusion. Une période sera accordée pour répondre à des questions éventuelles des potentiels soumissionnaires. Les réponses fournies à toutes les questions reçues seront également diffusées.

Il sera mis à la disposition de tout promoteur désirant participer à l’appel, un canevas commenté d’élaboration des projets, la grille de notation avec les critères de sélection et un formulaire des critères de screening environnemental et social. L’équipe de l’UICN chargée de la mise en œuvre de la sous-composante 3.2 se tiendra à la disposition de tout promoteur désirant avoir des informations additionnelles relatives au montage de dossier de proposition de projet.

Toutefois, il faut souligner que le promoteur de sous-projet (Organisation professionnelle, organisation non gouvernementale, personne physique, etc.) reste le premier responsable de l’élaboration et la soumission de son sous-projet. Par conséquent, il lui revient de préparer et soumettre le dossier de son sous projet. Il peut faire recours à un prestataire de service (consultant) de son choix et à sa charge. Un délai sera fourni au lancement de l’appel à proposition pour des questions réponses. Les réponses fournies par l’équipe de l’UICN aux questions posées seront accessibles à tout promoteur potentiel à travers les mêmes canaux de publication de chaque appel à projet.

# **Composition du dossier**

Le dossier de candidature doit contenir les deux documents suivants :

* Le canevas de proposition de sous projet renseigné ;
* Le formulaire d’examen environnemental et social renseigné ;
* Le document foncier du site d’exécution/d’implantation du sous projet ;
* Le Procès-Verbal (PV) de la rencontre de décision à la participation pour les associations/groupements ;
* L’agrément de création pour les associations/groupements et les entreprises.

D’autres documents seront demandés pour les sous projets qui vont aller jusqu’à la phase de vérification terrain et de murissement.

# **Procédure de Sélection**

### **Présélection technique et financière des sous projets de Petites Entreprises**

Le Comités Provincial d’Evaluation (CPES) des sous projets assurera, dans chaque province d’intervention du PGPC/REDD+, la présélection technique et financière des sous projets des Petites Entreprises. Chaque sous-projet fera l’objet d’une procédure d’évaluation en deux étapes.

* **Etape 2 : Evaluation technique des sous-projets reçus.** A cette étape, le comité provincial d’évaluation des sous projets procèdera à l’évaluation de chaque sous-projet en fonction de leur recevabilité et des critères contenus dans la grille de notation. Seuls les sous projets remplissant les critères d’éligibilité et ayant la note technique minimale exigée seront retenus pour la suite du processus.
* **Etape 2 : Analyse budgétaire**. A la suite de l’évaluation technique, une évaluation du budget sera conduite sur la base des critères suivants qui seront contenus dans la grille de notation tels que (a) montant maximum à ne pas dépasser, (b) l’adéquation de la structure du budget avec un minimum de 80% pour les activités et équipements, 10% pour le Suivi-évaluation interne et un maximum de 10% pour les frais indirects, (c) la contribution apportée par les promoteurs/bénéficiaires (en nature et/ou espèces) et (d) la rentabilité financière attendues.

### **Screening environnemental et social**

Le screening environnemental et social sera réalisé pour les sous projets de Petites Entreprises soumis pour financement. L’objectif général est de sélectionner des sous projets à moindre impacts/risques environnemental et social. De façon spécifique, les différents sous-projets seront classés en tenant compte du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PGPC/REDD+ en catégories A, B et C (voir annexe 1 pour la description détaillée des catégories ainsi que les implications). Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer les sous-projets qui sont susceptibles d’avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social ; (ii) déterminer les mesures d’atténuation appropriées ; (iii) identifier les sous-projets nécessitant la réalisation des Notices d’Impact Environnemental et Social (NIES) ou nécessitant des études d’impact environnemental et social (EIES), etc.

Il faut préciser qu’aucun sous projet classé dans la catégorie A (nécessitant des études d’impact environnemental et social) ne sera financé par la sous composante 3.2 du projet PGPC/REDD+. Ceux classés en catégories B (nécessitant des notices d’impact environnemental et social) peuvent être financés à condition qu’une évaluation environnementale et sociale adéquate soit réalisée. Enfin, les sous projets classés en catégorie C (nécessitant une prescription environnementale et sociale) peuvent être financés sous réserve de la prise en compte des prescriptions environnementales et sociales.

### **Vérification terrain**

Après le screening environnemental et social (E&S) une vérification terrain de chaque sous projet présélectionné sera effectuée par l’Equipe de Vérification terrain. L’objectif est de s'assurer que le screening réalisé et approuvé est exact que le site d’implantation de la Petite Entreprise est en conformité avec la catégorie de risque environnemental et social indiquée dans le screening, le cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), les aspects d’appropriation du foncier, des risques de conflits et des recommandations du comité de présélection des sous projets. La vérification terrain sera conduite par l’Equipe de Vérification sur la base d’une grille de vérification. La vérification terrain peut entrainer le rejet d’un sous projet présélectionné si les informations sur les risques environnementaux et sociaux constatées sur le terrain ne sont pas conformes à celles contenues dans le rapport de screening environnemental et social. L’équipe de vérification peut formuler des recommandations aux promoteurs pour atténuer les risques environnementaux et sociaux.

### **9.4. Validation du rapport de screening E&S et de visite terrain**

L’approbation du rapport du screening environnemental et social (E&S) et de la visite terrain sera faite au cours d’un atelier regroupant l’Agence Nationale des Evaluations Environnementales (ANEVE), l’UICN, et l’Unité de Gestion du PGPC/REDD+, pour s’assurer de la conformité avec les dispositions nationales et les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale. Les travaux de l’atelier seront basés sur le rapport de screening environnemental et social ainsi que de visite terrain produit par les équipes de sauvegardes de l’UICN et de l’UGP.

### **Mûrissement des sous projets de Petites Entreprises à travers des ateliers de coproduction**

Pour les sous projets des Petites Entreprises qui auront passé l’étape de vérification terrain, il est prévu un exercice de murissement pour prendre en compte les éventuels amendements ou suggestions faites pendant les étapes précédentes. L’objectif est de disposer de sous projets de Petites Entreprises suffisamment mûr sur le plan technique et budgétaire, mais aussi sur la meilleure approche pour leur mise en œuvre efficace et effective. L’UICN organise des ateliers de coproduction avec les promoteurs des sous projets concernés pour (i) prendre en compte les éventuels amendements reçus des comités d’évaluation et de vérification terrain du screening environnemental et social, (ii) assurer une bonne prise en compte de l’approche d’intégration horizontale et verticale des maillons et entreprises de la même chaîne de valeur et de l’approche Partenariat Producteur-Public-Privé, (iii) assurer le choix approprié des technologies et pratiques sobres en carbone, le cas échéant, (iii) mettre en relation les promoteurs (producteurs), les services publics et privés (financiers et/ou fournisseurs des biens et services) identifiés dans les sous projets afin de clarifier les rôles et responsabilités dans la mise en œuvre (iv) renforcer les capacités des promoteurs sur les procédures de gestion des sous projets, (v) évaluer la faisabilité des sous-projets en terme de contribution à la préservation et la restauration de la ressource.

Ainsi, les documents des sous projets issus des ateliers, inclurons entre autres, un plan de travail et budget détaillé couvrant la période de réalisation des activités du sous projet. Ce plan de travail fera ressortir un chronogramme incluant les activités, les rôles et responsabilités des parties prenantes du sous projets, les échéances, un plan de décaissement et éventuellement les conditions de mise en œuvre. A l’issu de ces ateliers, l’UICN soumettra les versions finales des sous projets au comité d’approbation.

### **Approbation définitive des sous projets à financer**

L’approbation définitive des sous projets sera réalisée par le comité d’approbation de sous projets (CAP) sur la base du rapport global de présélection. Le rapport global traitera, du processus de présélection, du nombre de proposition reçues, le nombre de propositions proposés à la validation, les filières concernées, les régions et communes bénéficiaires, le montant global pour le financement et les recommandations s’il y a lieu. Ainsi, le CAP appréciera les éléments suivants:

* Le déroulement global du processus de sélection ;
* Les montants alloués;
* Les types de projets retenus (type de PFNL, maillons concernés, etc.) ;
* La répartition géographique des financements ;
* La prise en compte des groupes vulnérables dans les sous projets sélectionnés.

Sur la base de l’ensemble des points d’appréciation, le CAP pourra également formuler des orientations stratégiques pour le présent et les prochains appels à sous projets. Enfin, le rapport validé par le CAP sera soumis à l’avis de non-objection de la Banque mondiale avant la contractualisation pour la mise en œuvre.

# **Période et lieux de dépôt**

Les promoteurs devront déposer leurs dossiers de sous projets dans les mairies des communes ci-après du **22 mars au 22 avril 2024** aux heures ouvrages.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Commune** | **Province** | **Région** |
| 1 | Nioronioro  | Bougouriba | Sud-Ouest |
| 2 | Diébougou |
| 3 | Tiankoura |
| 4 | Bouroum-Bouroum | Poni |
| 5 | Gaoua |
| 6 | Malba |
| 7 | Gbomblora |
| 8 | Dissin | Ioba |
| 9 | Zambo |
| 10 | Batié | Noumbiel |
| 11 | Boromo  | Balé | Boucle du Mouhoun |
| 12 | Fara |
| 13 | Pa |
| 14 | Yaho |
| 15 | Siby |
| 16 | Ouri |
| 17 | Bondoukuy | Mouhoun |
| 18 | Ouarkoye |
| 19 | Dédougou |
| 20 | Tchériba |
| 21 | Safané |
| 22 | Boura | Sissili | Centre-Ouest |
| 23 | Léo |
| 24 | Bieha |
| 25 | To |
| 26 | Niabouri |
| 27 | Silly |
| 28 | Nebiélianayou |
| 29 | Zamo | Sanguié |
| 30 | Tenado |
| 31 | Kyon |
| 32 | Zawara |
| 33 | Poa | Boulkiemdé |
| 34 | Kassou | Ziro |
| 35 | Gao |
| 36 | Dalo |
| 37 | Sapouy |
| 38 | Bakata |
| 39 | Bougnounou |
| 40 | Gomboussougou | Zoundwéogo | Centre-Sud |
| 41 | Gogo |
| 42 | Nobéré |
| 43 | Doulougou | Bazèga |
| 44 | Ipelcé |
| 45 | Saponé |
| 46 | Pô | Nahouri |
| 47 | Tiébélé |
| 48 | Guiaro |
| 49 | Koumbia  | Tuy | Hauts-Bassins |
| 50 | Houndé |
| 51 | Péni | Houet |
| 52 | Bama |
| 53 | Karangasso-Vigué |
| 54 | Zabré | Boulgou | Centre-Est |
| 55 | Baskouré | Kouritenga |
| 56 | Gounghin |
| 57 | Tibga | Gourma | Est  |
| 58 | Diapangou |
| 59 | Kankalaba | Léraba | Cascades |
| 60 | Wolokonto |

# **Annexes à l’appel à sous projet**

1. Canevas de proposition de sous projet (**A remplir**)
2. Formulaire d’examen environnemental et social (A remplir)
3. Grille d’évaluation des sous projets (**A ne pas remplir**)
4. Modèle de Convention de financement sous projet (**A ne pas remplir**)

**NB : Pour les informations complémentaires veuillez contacter le secrétariat du programme de l’UICN au Burkina Faso.**

**Email :** UICNBF@iucn.org

**Telephone: 25313154**

# Annexe A : Plan de rédaction du document de sous projet des petites et moyennes entreprises

N.B : Les parties surlignées en jaune fournissent des explications et orientations sur le contenu attendu dans chaque section du document du sous projet. Merci de les supprimer, une fois remplie.

**1. Information générale sur le sous projet**

1. **Résumé du sous-projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du sous projet**  | : préciser |
| Durée (*la durée du projet ne devra pas excéder 24 mois*) | : préciser  |
| Filière | : préciser |
| Maillon | : préciser |
| Localisation (*région/province/ commune/village*) | : Préciser  |
| Objectif | : préciser |
| Montant total du sous-projet | Montant sollicité (FCFA) au PGPC/REDD+ (*Le montant maximum sollicité doit être inférieur ou égal à 10 millions*) | : préciser  |
| Contribution (FCFA)*(Pour un sous projet de femmes et jeunes, la contribution doit être au moins 15% du montant total du sous projet. Pour un sous projet de porteur autre que femmes et jeunes, la contribution doit être au moins 20% du montant total du sous projet* | : préciser  |
| Nombre de bénéficiaires | Total Hommes  | : préciser |
| Total Femmes | : préciser |
| Jeune (≤ 35 ans) | Hommes | préciser |
| Femmes | préciser |
| Partenaires impliqués ou à impliquer | Public | : préciser |
| Privé | : préciser |
| Résumé du sous projetFournissez une brève description sommaire du sous projet, y compris : (i) quel est le problème et les questions à résoudre pour le développement de votre petite entreprise dans la chaîne de valeur et le maillon que vous ciblez ? (ii) quels sont les objectifs du sous projet et leurs relations réelles ou potentielles avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre ? iii), comment le sous projet sera-t-il réalisé (approche pour atteindre les objectifs), et (iv) quels sont les bénéfices financiers, sociaux et éventuellement écologiques ? Comment les bénéfices identifiés seront poursuivis à la fin de la micro-subvention. (Maximum ½ page.  |

1. **Présentation du promoteur**

Remplir le premier tableau si vous êtes une personne physique ou le second si vous êtes une personne morale, puis supprimer celui le tableau inutile

|  |  |
| --- | --- |
| **Si personne physique** |  |
| Nom et Prénoms | **:** |
| Sexe | **:** |
| Age (année) | **:** |
| Activité principale actuelle  | :  |
| Nombre d’année d’expérience dans la chaîne de valeur concernée par le sous projet  | :  |
| Lieu de résidence |  |
| Adresse physique  |  |
| N° Téléphone |  |
| Email (s’il y a lieu) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Si personne morale** |  |
| Raison sociale ou dénomination | **:** |
| Statut (cocher la case qui convient) | Groupement |
| Coopérative  |
| Entreprise  |
| Autres (à préciser) ……………………………………… |
| Référence du document de reconnaissance officielle, ou le cas échéant, préciser à quel moment l’organisation espère se faire reconnaitre officiellement  | : Préciser |
| Localisation du Siège social | **:** |
| Principal domaine d’intervention | **:**  |
| Nombre d’années d’expérience dans la chaîne de valeur et/ou le maillon concernés par le sous projet | **:** |
| Nombre d’adhérents/adhérentes  | Total Hommes :  |
| Total Femmes :  |
| Jeunes ( ≤ 35 ans)  | Hommes : |
| Femmes :  |
| Nom et prénoms de la personne mandatée |  |
| Fonction au sein de l’organisation  |  |
| Adresse physique |  |
| N° Téléphone |  |
| Email (s’il y a lieu) |  |

|  |
| --- |
| **2. Les Grandes Lignes du Sous projet** |
| **2.1. Contexte du sous projet (Maximum 2 pages)**Décrivez vos expériences dans le maillon de la chaîne de valeur que votre sous projet vise. Décrivez les problèmes auxquelles vous êtes confrontés dans ce maillon de la chaîne de valeur. Décrivez les barrières qui vous empêche de résoudre ces problèmes sans le soutien extérieur.Décrivez pourquoi le financement que vous sollicitez va aider à lever ces barrières et améliorer positivement la situation économique de votre entreprise. Décrivez pourquoi l’amélioration de la situation économique de votre entreprise va avoir des impacts positifs sur l’ensemble de la chaîne de valeur.  |
| **2.2. Justification du sous projet (Maximum 2 pages)**A partir des éléments du contexte ci-dessus décrits :Décrire ce qui va changer dans votre entreprise grâce à la mise en œuvre du sous projet que vous proposez.Justifier les changements attendus dans votre entreprise vont résoudre les problèmes décrits plus hautsDécrivez comment les changements attendus dans votre entreprise vont changer la situation actuelle de l’ensemble de la chaîne de valeur que vous ciblez.Justifier comment les changements attendus dans la chaîne de valeur ciblée vont positivement influencer la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts au Burkina Faso.Analysez l’existence de marché actuel ou potentiel pour les produits qui découleront de la mise en œuvre du sous projet : circuits potentiels de commercialisation, clients potentiels ou promesse de partenariat etc.(Maximum 2 pages) |
| **2.3. Objectif (s), résultat (s), produit (s) et activités (Maximum 1 page)**Enoncez **l’objectif ou les objectifs** visés par votre sous projets. Quel sera la nouvelle situation de votre entreprise et de l’ensemble de la chaîne de valeur que vous ciblez si votre sous projet a été effectivement mis en œuvre? L’énoncé d’objectif (s). L’énoncé d’objectif (s) doit refléter les changements quantitatifs et/ou qualitatifs finaux que le sous projet va permettre à l’entreprise de réaliser par rapport aux problèmes analysés dans la section 2.1 et à la justification fournie dans la section 2.2.Enoncez Les **résultats ou produits** que votre sous projet va mettre à la disposition de votre entreprise afin qu’elle puisse atteindre l’objectif ou les objectifs énoncés plutôt. Plusieurs résultats ou produits peuvent donc être nécessaires à l’entreprise pour atteindre son (ses) objectif (s). Pour faire plus simples, les résultats ou produits dans le cadre de la sous-composante 3.2 du PGPC-REDD+ sont les biens et services que le sous projet va fournir à votre entreprise dont l’utilisation va lui permettre d’atteindre son (ses) objectifs). Enoncez les **activités** concrètes qui l’entreprise va réaliser pour atteindre chaque résultat ou produit en tenant compte de leur éligibilité. Plusieurs activités peuvent être nécessaires à l’entreprise pour obtenir un résultat ou produit. Enfin, assurez-vous la logique d’intervention de votre sous projet en prenez le temps de vérifier que la mise en œuvre des **activités** énoncées va permettre à l’obtenir les **résultats ou produits** énoncés dont l’utilisation par votre entreprise permettra d’atteinte **l’objectif ou les objectifs** énoncé (s). Vérifier aussi que les activités, résultats/produits et objectif (s) du sous projet prennent en compte l’implication des femmes et/ou des jeunes,  |
| **2.4. La stratégie et partenariat de mise en œuvre du projet (Maximum 1 page)**Décrivez comment le sous projet sera mise en œuvre pour atteindre les résultats et objectifs attendus dans le délai imparti et le financement (subvention + contribution) prévu. La stratégie doit inclure également, comment le promoteur envisage la fin de la subvention pour s’assurer que les résultats obtenus perdurent après le retrait de la subvention. Décrivez les partenariats identifiés ou à identifier avec des acteurs/institutions des secteurs public et privé de financement et/ou d’appui technique et technologique ainsi que leurs rôles. Décrivez comment les partenaires identifiés ou à identifier seront gérés pour assurer leur engagement effectif dans la mise en œuvre du sous projet. S’il existe des lettres de soutien desdits acteurs/institutions, mettez-les en annexe.  |
| **2.5. Chronogramme de mise en œuvre (Pas de limitation de pages)**Elaborer un calendrier trimestriel sous forme de tableau couvrant toute la durée (Maximum 24 mois) du sous projet et montrant le délai nécessaire (trimestre de démarrage-trimestre de fin) pour l’exécution des différentes activités devant contribuer à la réalisation des produits attendus. Pour ce faire, estimez de façon réaliste le nombre de mois nécessaire pour que chaque activité soit exécutée, déterminer quelle activité doit être exécutée avant quelle autre activité et indiquer quel sera le livrable à la fin de son exécution. Voir formulaire de chronogramme dans le tableau 1 ci-dessous.  |
| **2.6. Le budget détaillé du sous projet (Pas de limitation de pages)**Assurer que votre budget ne contient que des coûts éligibles (Equipment, formation, visite d’échange, investissement physique, indemnités, etc.), inclue aussi bien le montant de la subvention demandée et celui de votre contribution et tient compte du montant maximum de la subvention conformément aux indications fournies dans le tableau 2 ci-dessous. Le formulaire de budget figure dans le tableau 3 ci-dessous.  |
| **2.7. Viabilité économique et écologique du sous projet (Maximum 1 page)**Décrivez la viabilité technique de votre entreprise : les conditions de sa mise en œuvre, les moyens de production existant et/ou qui seront mobilisés, les capacités à mobiliser les compétences nécessaires à la mise en œuvre du sous projetDécrivez la viabilité économique et financière de votre entreprise: comment le sous projet permettra à votre entreprise d’être plus rentable, et la clé de répartition et d’utilisation des revenus générés avec la possibilité de réinvestissement desdits revenus au sein de la petite entreprise. Comment la subvention obtenue renforcera le niveau d’autonomie financière de l’entreprise et d’accéder plus à des financements des institutions financières privées. Analysez le réalisme des estimations et projections (coûts des investissements, rendements au regard des technologies, intrants et conditions de production, prix sur le marché, demande, charges de fonctionnement, etc.).Décrivez la viabilité marketing ou l’existence d’un marché rentable pour votre entreprise: comment est le niveau de concurrence et comment allez-vous faire pour conquérir des parts de marchés qui vous permettront d’être rentable du point de vue financier et économique. Comment mobiliser les compétences en marketing.  |
| **2.8. Impacts potentiels et durabilité du sous projet**Décrivez les impacts environnementaux et social potentiellement négatifs et positifs de votre sous projet. Décrivez les mesures identifiées soit les bonifier soit pour les atténuer. En d’autres termes, décrivez comment votre sous projet est écologiquement et socialement durable, notamment comment elle contribuera aux objectifs de la REDD+ au Burkina Faso. Décrivez comment la pérennité des investissements est – t – elle assurée et comment les acquis sont-ils reproductibles ? (Environ 1 page) |
| **Annexes**Joindre tout document pouvant attester l’éligibilité et les expériences du promoteur du sous projet et de ses partenairesJoindre également la fiche d’auto-évaluation des sauvegardes environnementale et sociale  |

Tableau 1 : Chronogramme d’exécution du sous projet (insérer autant de ligne que vous avez de résultats, de produits par résultat et d’activités par produit et n’oubliez les activités liées à la gestion du sous projet)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Intitulé des Résultats/produits/activités** | An 1 | An 2 |
| **T1** | **T2** | **T3** | **T4** | **T5** | **T6** | **T7** | **T8** |
| **Résultat 1:** |   |   |   |   |   |   |   |   |
| ***Produit 1.1.*** |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Activité 1.1.1: |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Activité 1.1.2 |   |   |   |   |   |   |   |   |
| ***Produit 1.2:*** |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Activité 1.2.1: |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Activité 1.2.2: |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Résultat 2:**  |  |  |  |   |   |   |   |   |
| **Produit 2.1:** |  |  |  |   |   |   |   |   |
| Activité 2.1.1: |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Activité 2.1.2:  |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Gestion du sous projet** |  |  |  |   |   |   |   |   |
| Suivi-évaluation et rapportage |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Communication |   |   |   |   |   |   |   |   |

NB : Les coloriages en vert indique la période d’exécution de l’activité. Les coloriages en orange, la période du livrable. T1 = Trimestre 1 ou premier trimestre de démarrage du sous projet, T2=second trimestre et ainsi de suite.

Tableau 2 : Modalités de financement des Petites Entreprises

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant maximum de subvention pour les Petites Entreprises (en millions FCFA) | Femmes et jeunes[[3]](#footnote-3) | Tout autre promoteur |
| Subvention | Contribution du Promoteur | Subvention. | Contribution du Promoteur |
| Montant ≤ 10 | 85% | 15% | 80% | 20% |

Tableau 3 : Budget détaillé du sous projet

(insérer autant de lignes que vous avez de résultats, de produits par résultat et d’activités par produit, de postes de dépenses éligibles par activité et n’oubliez pas les dépenses éligibles liées à la gestion du sous projet). *Le montant maximum sollicité doit être inférieur ou égal à 10 millions. Pour un sous projet de femmes et jeunes, la contribution doit être au moins 15% du montant total du sous projet. Pour un sous projet de porteur autre que femmes et jeunes, la contribution doit être au moins 20% du montant total du sous projet*

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Poste dépenses/activité** | Unité de mesure | Quantité | Coût unitaire (FCFA) | Coût total (FCFA) | Montant subvention (FCFA) | Contribution Bénéficiaires (FCFA)  | Crédit bancaire si applicable (FCFA) |
| **Résultat 1** |   |   |   |   |
| **Produit 1.1 :** |  |  |  |  |
| ***Activité 1.1.1 :*** |  |  |  |  |  |  |  |
| -poste de dépenses 1 |  |  |  |  |  |  |  |
| -poste de dépenses 2 |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Sous-total activité 1.1.1*** |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Activité 1.1.2*** |  |  |  |  |  |  |  |
| -poste de dépenses 1 |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Sous total activité 1.1.2*** |  |  |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2 :** |   |   |   |   |
| **Produit 2.1 :** |  |  |  |  |
| ***Activité 2.1.1*** |  |  |  |  |  |  |  |
| -poste de dépenses 1 |  |  |  |  |  |  |  |
| -poste de dépenses 2 |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Sous-total activité 2.1.1*** |  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion du sous projet** |   |   |   |   |
| Equipement (à spécifier) |  |  |  |  |  |  |  |
| Frais de fonctionnement (à spécifier) |  |  |  |  |  |  |  |
| Frais de communication |  |  |  |  |  |  |  |
| suivi-évaluation |  |  |  |  |  |  |  |
| Total du budget |  |  |  |  |
| Pourcentage | 100% | X % | Y % | Z% |

# Annexe B : Formulaire d’examen environnemental et social du projet

Ce formulaire vous permet d’évaluer de façon objective la conformité environnementale et sociale du sous projet que vous avez rédigé afin de prévoir des mesures correctives, le cas échéant. Le porteur du sous projet peut donc se faire assister par d’autres membres de l’association ou des personnes ressources pour bien comprendre les questions posées et répondre de façon objective par rapport au contenu de votre sous projet. L’équipe de l’UICN, du PGPC/REDD+ et de l’ANEVE réviserons les réponses fournies. Si après cette révision, vos réponses sont jugées erronées au regard du contenu du document de sous projet, alors votre sous projet sera éliminés. Le formulaire comprend trois parties qui doivent être toutes remplies:

* Première partie (Sections A et B) : Information générale sur le sous projet et la personne de contact
* Deuxième partie (Section C) : Conformité sociale pour s’assurer que le sous projet ne créera pas d’impacts négatifs dans la communauté et pour la société en général. En cas de potentiels impacts négatifs, des mesures correctives devront être mise en œuvre avant, pendant et après la mise en œuvre du sous projet
* Troisième partie (Section D) : Conformité environnementale pour s’assurer que le sous projet ne créera pas d’impacts négatifs sur des éléments clés de l’environnement.
* Quatrième partie (Section E) : Evaluation des conditions générale du site d’implantation du sous projet

Après une lecture attentive de chaque élément, inscrivez la réponse ou l’information demandée, ou cochez la réponse qui correspond le mieux à votre sous projet.

**A. INFORMATIONS DE BASE**

**A.1. Nature et envergure du sous-projet**

1. Intitulé du sous projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Chaîne de valeur et maillon du sous projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Localisation : Village(s) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_ Commune (s) : \_\_\_\_\_\_\_\_ Région :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
4. Objectif du sous projet\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
5. Activités du sous projet ou principales interventions envisagées : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
6. Coût estimé du sous projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
7. Équipements ou outils de travail prévus : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**A.2. Adresse de la personne de contact ou du représentant du Porteur du sous projet**

1. Nom : -----------------------------------------------------------------
2. Sexe :
3. Titre dans la communauté : --------------------------------------------------------
4. N° de Téléphone : -------------------------------------------------------
5. Adresse électronique : -------------------------------------------------------
6. Date : -------------------------------------------------------------------
7. Signature : --------------------------------------------------------------

**B. DESCRIPTION DU SOUS-PROJET**

1. Comment le site d’implantation du sous projet a-t-il été choisi (critères de choix)? Marquez X pour tous critères de choix pertinents pour votre sous projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Critère | X | Commentaires |
| Résultats d’une étude |  |  |
| Besoin identifié par consultation publique |  |  |
| Besoin identifié par association/entreprise des promoteurs |  |  |
| Haut niveau d’utilisation par la communauté ou association |  |  |
| Haut niveau de production potentiel |  |  |
| Haut niveau d’accès par les utilisateurs après la fin du projet |  |  |
| Haut potentiel d’amélioration d’un problème environnementale (qualité de sol,  |  |  |
| Autre (préciser):  |  |  |

1. Superficie du site d’implantation du sous projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Statut du site d’implantation du sous projet :
	1. Propriété de la communauté : -------
	2. propriété privée : ----
3. Nombre de bénéficiaires directs : \_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Total Hommes** | **Total Femmes** | **Jeunes (≤ 35 ans)** |
| **Hommes** | **Femmes** |
|  |  |  |  |

1. Nombre de bénéficiaires indirects : \_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Total Hommes** | **Total Femmes** | **Jeunes (≤ 35 ans)** |
| **Hommes** | **Femmes** |
|  |  |  |  |

1. Situation socioprofessionnelle des bénéficiaires : Associations/groupement : \_\_\_\_\_ Société pré coopérative : \_\_\_\_\_\_\_ Entrepreneur individuel\_\_\_\_\_ Autres (précisez) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Y’a-t-il un acte attestant la nature de la propriété du site d’implantation du sous projet (attestation de donation / titre foncier)? Oui : -\_\_- Non : -\_\_\_\_\_

Si oui, nature de l’acte \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Brève description de la zone du sous projet :
* Milieu humain : contexte social et culturel
* Activités économiques :
* Menaces qui pèsent sur la biodiversité et l’écosystème  :

**C. CONFORMITE SOCIALE DU SOUS PROJET**

**C.1. Site historique, archéologique ou culturel**

1. A partir des sources disponibles (concertation avec les autorités locales, connaissances locales et/ou observations), l’implantation du sous projet sur ce site pourra-t-il altérer un quelconque site d'héritage culturel, historique, archéologique ou requérir des excavations à côté de tels sites ?
* Oui : ------ Non : -----
* Si oui, les quelles et quelles sont les mesures à envisager?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de site | Nature d’effet à cause du sous-projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**C.2. Perte de biens des communautés (cultures, arbres fruitiers, tombes, infrastructures communautaires)**

1. Est-ce que l’implantation du sous projet sur ce site va causer la perte temporaire ou permanente de cultures, arbres fruitiers ou infrastructures communautaires (écoles, CSI, bornes fontaines, églises, paroisses, etc.)?
* Oui : -------- Non : -------
* Si oui, lesquels des biens des communautés et quelles sont les mesures à envisager?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de biens affectés | Nature d’effet à cause du sous-projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**C.3. Acquisition des terres - Restriction d’accès aux ressources - Conflits**

1. Le sous projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres de façon temporaire ou/et permanente pour son développement et/ou pendant la mise en œuvre ?
* Pendant l’installation : Oui \_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Pendant la mise en œuvre du sous projet : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez si d’une façon 1) temporaire \_\_\_ ou/et permanant, et 2) pendant l’installation et/ ou pendant la mise en œuvre et 3) les mesures à envisager :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pendant l’installation ou pendant la mise en œuvre ?  | Temporaire ou permanant ? | Mesures à envisager |
|  |  |  |
|  |  |  |

1. Y a-t-il des contraintes majeures d’origine locale ou extérieure (ex. risques de conflits) pouvant entraver la bonne exécution du sous projet lors de l’installation du sous projet et/ou pendant la mise en œuvre ?
* Pendant l’installation : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Pendant la mise en œuvre du sous projet : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le type de contraint, 2) pendant l’installation et/ou pendant la mise en œuvre 3) la nature d’effet lors du projet, et 4) les mesures à envisager :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type de contraintes | Pendant l’installation ou pendant la mise en œuvre ?  | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Le sous projet limitera-t-il l’utilisation ou l’accès facile à certaines ressources naturelles ou économiques dans la zone pendant l’installation et/ou la mise en œuvre ? ?
* Pendant l’installation : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Pendant la mise en œuvre du sous projet : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le type de contrainte, 2) pendant l’installation et/ou pendant la mise en œuvre et 3) la nature d’effet lors du projet , et 4) mesures à envisager :
* Si oui, indiquez les ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type de contrainte | Pendant l’installation ou pendant la mise en œuvre ?  | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Est-ce que la réinstallation volontaire ou involontaire des individus sera causée par l’installation ou la mise en œuvre du sous projet ?
* Pendant l’installation : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Pendant la mise en œuvre du sous projet : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) la nature de la réinstallation, 2) pendant l’installation et/ou pendant la mise en œuvre et 3) volontaire ou involontaire , et 4) mesures à envisager:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nature de la réinstallation | Pendant l’installation ou pendant la mise en œuvre ?  | Volontaire ou involontaire | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**C.4. Sécurité des biens et des personnes**

1. Le sous projet entraînera- t-il des risques d’atteinte à la sécurité des personnes pendant et/ou après sa mise en œuvre ?
* Pendant la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Après la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le type de risque sécuritaire des personnes, 2) pendant et/ou après la mise en œuvre, 3) la nature d’effet à cause du projet, et 4) mesures à envisager

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type de risque | Pendant ou après la mise en œuvre ?  | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Le sous projet entraînera- t-il des risques d’atteinte à la sécurité des biens pendant et/ou après sa mise en œuvre ?
* Pendant la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Après la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le type de risque sécuritaire pour les biens, 2) pendant et/ou après la mise en œuvre, 3) la nature d’effet à cause du projet, et 4) mesures à envisager

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type de risque | Pendant ou après la mise en œuvre ?  | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Le sous projet amènera- t-il des changements dans la distribution des personnes et/ou des animaux de la zone ?
* Pendant la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_
* Après la mise en œuvre : Oui\_\_\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le type de changements, 2) pendant et/ou après la mise en œuvre, 3) la nature d’effet à cause du projet, et 4) mesures à envisager

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type de changements | Pendant ou après la mise en œuvre ?  | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**C.5. Consultation publique**

1. Est-ce-que les parties prenantes au sous projet ont été consultées lors de la formulation du sous projet ?
* Oui-------- Non-----
* Si oui :
* Annexez au document du sous projet le compte rendu des concertations avec les diverses parties prenantes et les listes de presence : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* Précisez les mesures prises pour leur implication effective lors de la mise en œuvre du sous-projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**D. CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE DU SOUS PROJET**

**D.1. Sites sensibles**

1. Y a-t-il des zones sensibles (habitats naturels, forêts, rivières etc.) ou des espèces menacées qui pourraient être affectées de façon négative (dégradation d’habitats ou de forêts, déforestation, pollution de rivières, ensablement des rivières, mortalité d’espèce, déplacement d’espèces, etc.) ?
* Oui \_\_\_\_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez quels zones, 2) la nature d’effet à cause du projet et 3) les mesures à envisager

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de zone sensible et d’espèces menacées | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

1. Le sous projet (ou des parties de celui-ci) se situe-t-il dans ou est-il limitrophe avec une aire protégée du pays (parc national, réserve naturelle, patrimoine naturel, etc.) ?
* Oui \_\_\_\_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, indiquez 1) le nom de l’aire protégée, 2) dans quel sens et 3) les mesures à envisager

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom de l’aire protégée | Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

1. Si le sous projet est en dehors, mais à côté d’une aire protégée, est-il probable qu’il va affecter négativement l’écologie de l’aire protégée ?
* Oui \_\_\_\_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_\_\_\_
* Si oui, 1) quel est les natures de l’effet à cause du projet et 2) quels sont les mesures à envisager ?

|  |  |
| --- | --- |
| Nature d’effet à cause du projet | Mesures à envisager |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. Les interventions du sous projet affecteront-elles des milieux stratégiques et fragiles ?

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Milieux** | **Oui** | **Non** | **Si Oui expliquer** |
| Bassin versant |  |  |  |
| Forêt naturelle |  |  |  |
| Flanc de montagne |  |  |  |
| Plaines inondables |  |  |  |
| Zone de marécages |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |

**D.2. Modification du paysage**

1. Le sous projet provoquera-t-il des changements de l’environnement naturel de la zone ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Actions sur le milieu/transformation** | **Niveau** | **Si important, mesures envisagées**  |
| **Important** | **Faible** | **Nul** |
| Introduction d’espèces végétales |  |  |  |  |
| Détérioration du paysage |  |  |  |  |
| Altération de la couverture végétale |  |  |  |  |
| Terrassement |  |  |  |  |
| Déblayage / remblais |  |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |  |

**D.3. Gestion des déchets et des produits toxiques**

1. Les activités du sous projet seront-elles sources de production de déchets dans la zone ?

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Types de déchets** | **Oui** | **Non** | **Si oui, mesures envisagées** |
| Déchets en plastique |  |  |  |
| Déchets de métaux |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |

1. Utilisera-t-on des produits dangereux pour la mise en œuvre du sous projet ?

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Types de produits toxiques** | **Oui** | **Non** | **Si oui, mesures envisagées** |
| Vernis |  |  |  |
| Peintures |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |

**D.4. Nuisances diverses**

1. Le sous projet engendra-t-il des nuisances dans la zone ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Sources de nuisance** | **Intensité** | **Mesures envisagées****(Si Modérée ou Sévère)** |
| **Sévère** | **Modérée** | **Nulle** |
| Bruit |  |  |  |  |
| Poussière |  |  |  |  |
| Fumée |  |  |  |  |
| Odeur nauséabonde |  |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |  |

**D.5. Gestion des ressources naturelles et de la biodiversité**

1. Le sous projet, pour sa réalisation, utilisera-t-il des ressources naturelles du milieu ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Ressource concernée | Niveau d`utilisation | Mesures envisagées(Si Faible ou Important) |
| Important | Faible | Nul |
| Eau de surface / souterraine |  |  |  |  |
| Sol |  |  |  |  |
| Bois |  |  |  |  |
| Roche |  |  |  |  |
| Gravier |  |  |  |  |
| Sable |  |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |  |

1. Existe-t-il des activités du sous projet présentant des menaces pour la biodiversité de la zone ?

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Biodiversité** | **Oui** | **Non** | **Mesures envisagées (Si Oui)** |
| Mammifères |  |  |  |
| Primates |  |  |  |
| Reptiles |  |  |  |
| Oiseaux |  |  |  |
| Poissons |  |  |  |
| Flore |  |  |  |
| PFNL |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |

1. Certaines activités du sous-projet pourraient-elles contribuer à la dégradation écologique de la zone ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Types de dégradation** | **Intensité** | **Mesures envisagées****(Si Modérée ou Sévère)** |
| **Sévère** | **Modérée** | **Nulle** |  |
| Érosion |  |  |  |  |
| Pollution d’eau |  |  |  |  |
| Inondation |  |  |  |  |
| Augmentation des risques d’ensablement |  |  |  |  |
| Augmentation des risques d’érosion |  |  |  |  |
| Autres (à préciser) |  |  |  |  |

**E. CONSIDERATIONS GENERALES**

1. Y a-t-il des mesures générales d’ordre social (mesures d’atténuation, plan de gestion spécifique, etc.) à mettre en œuvre obligatoirement avant, pendant ou lors de la mise en œuvre du sous projet ?
* Oui : ----------- Non : -------------
* Si oui, lesquelles ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
1. Quelles sont les recommandations majeures : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Sensibilité du site par rapport à l’implantation du sous projet : l’implantation du projet présente-t-elle un risque pour les aspects environnementaux et/ou sociaux listés dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous ? et quelles mesures envisagées, le cas échéant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Aspects retenus** | **Niveau de sensibilité** | **Mesures envisagées****(Si moyennement ou Très sensible)** |
| **Très sensible** | **Moyennement sensible** | **Peu sensible** |
| Habitat naturel |  |  |  |  |
| Qualité de l’eau |  |  |  |  |
| Vulnérabilité aux dangers naturels : inondations, stabilité : érosion des sols |  |  |  |  |
| Propriété culturelle |  |  |  |  |
| Réinstallations volontaires |  |  |  |  |

**F. CONCLUSIONS**

Sur la base des réponses que vous avez fourni dans les sections C et D, il vous est demandé de donner dans le tableau ci-dessous le résultat final de l’examen environnemental de votre sous projet en indiquant dans lequel des trois cas décrits dans la colonne de gauche il se trouve. Sélectionnez en cochant dans la colonne de droite le cas qui convient le mieux à votre sous projet en fonction des réponses que vous avez données aux questions ci-dessus et des orientations fournies dans la colonne de gauche.

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat de l’examen environnemental** | **Cochez le cas approprié pour votre sous projet** |
| ***Cas 1 :*** En cas d’une réponse « OUI » sur la question C3.3 jugées irrecevable dans l’appel à sous projet, ledit sous projet est éliminé. |  |
| ***Cas 2 :*** Si en sections « C » et « D » ci-dessus, la réponse est « OUI » pour la moitié ou plus des questions **Réaliser une NIES du sous projet ou alors, modifier les activités du sous projet pour avoir peu d’impacts sur le milieu naturel et humain.** |  |
| ***Cas 3 :*** Si en sections « C » et « D » ci-dessus, la réponse est « OUI » pour moins de la moitié des questions **Elaborer un Cahier de charges environnementales, sociales, sanitaires et sécuritaires du sous projet.** |  |

|  |
| --- |
| **Nom et signature du représentant habileté du Porteur****Date :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** |

**A remplir après vérification de la conformité du document du sous projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Visa de conformité de l`Autorité compétente****Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | **Visa de conformité du RES de l`UICN****Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** |

1. **GRILLE DE CONTRÔLE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

La grille de contrôle environnemental et social comprend une liste des paramètres environnementaux (section A) et sociaux (Section B) que le sous projet pourrait potentiellement impacter de façon négative. Vous devez évaluer le niveau d’impact potentiel négatif du sous projet sur ces paramètres, sur la base de vos connaissances du milieu (niveau de vulnérabilité du paramètres considérés) et du contenu de votre sous projet (envergure et complexité). Vous utiliserez une notation sur une échelle de 6, définie comme suit :

1. le sous projet n’aurait aucune répercussion ou ne s’applique pas au paramètre
2. le sous projet pourrait avoir des répercussions négatives sur le paramètre, mais des mesures d’atténuation sont en place ou sont prévues
3. le sous projet pourrait avoir des répercussions négatives sur le paramètre, et il faut nettoyer le site et/ou modifier le projet
4. le sous projet pourrait avoir des répercussions négatives sur le paramètre, et demande d’obtenir des renseignements supplémentaires
5. le sous projet aura sûrement des répercussions négatives, et les répercussions n’ont pas été atténuées ou constituent des préoccupations publiques importantes

Pour chaque paramètre ci-dessous, cochez la cellule correspondante du code qui convient à votre sous projet. Si pour un paramètre donné, vous avez coché dans la cellule du code 1, 2, 3 ou 4, vous devez donner une explication de votre évaluation.

**A. PARAMÈTRES ENVIRONNEMENTAUX**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Utilisation des terres et du milieu naturel** (en cas de construction de nouvelles infrastructures) | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Utilisation antérieure des terres  |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation actuelle des terres  |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation future prévue |  |  |  |  |  |  |
| Effets cumulatifs |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation antérieure des terres |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sol** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Stabilité/érosion du sol |  |  |  |  |  |  |
| Défrichage, modification des caractéristiques naturelles ou de l’aménagement paysager |  |  |  |  |  |  |
| Excavation, excavation des tranchées |  |  |  |  |  |  |
| Exploitation de gravières |  |  |  |  |  |  |
| Exploitation forestière |  |  |  |  |  |  |
| Nettoyage ou restauration du site |  |  |  |  |  |  |
| Sol contaminé |  |  |  |  |  |  |
| Zones de sol décoloré, zones de végétation clairsemée, malade ou morte ou eau de ruissellement décolorée |  |  |  |  |  |  |
| **Eau de surface** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Le projet est réalisé à 30 mètres ou moins d’un plan d’eau de surface |  |  |  |  |  |  |
| Le projet modifie la quantité, la direction ou l’écoulement de l’eau de surface |  |  |  |  |  |  |
| Les autorisations requises ont été obtenues |  |  |  |  |  |  |
| On peut voir des matières décolorées ou huileuses ou des bulles sur l’eau de surface |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Eau potable** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Le site est approvisionné en eau potable |  |  |  |  |  |  |
| L’eau souterraine approvisionne une municipalité rurale ou urbaine en eau |  |  |  |  |  |  |
| Qualité de l’eau |  |  |  |  |  |  |
| Il y a un ou des puits à découvert sur le site (doit être au un code 3) |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Usages de l’eau**  | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Qualité de l’eau de surface |  |  |  |  |  |  |
| Qualité de l’eau souterraine |  |  |  |  |  |  |
| Eau suffisante pour les besoins d’exploitation |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Eau de drainage** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Système de drainage des terres |  |  |  |  |  |  |
| Ruissellement de l’eau pluviale |  |  |  |  |  |  |
| Ruissellement de l’eau d’irrigation |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Eaux usées** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Stockage des eaux usées |  |  |  |  |  |  |
| Traitement des eaux usées |  |  |  |  |  |  |
| Élimination des eaux usées |  |  |  |  |  |  |
| Qualité de l’eau de surface |  |  |  |  |  |  |
| Qualité de l’eau souterraine |  |  |  |  |  |  |
| Présence de matières décolorées ou |  |  |  |  |  |  |
| Huileuses ou de bulles dans les tranchées de drainage, sur l’eau de surface ou sur les terres |  |  |  |  |  |  |
| Gestion des déversements et des accidents |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Habitat des espèces animales et végétales**  | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Espèces en péril |  |  |  |  |  |  |
| Oiseaux migrateurs |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Qualité de l’air**  | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Odeurs |  |  |  |  |  |  |
| Poussière, fumée, émissions, particules |  |  |  |  |  |  |
| Émissions de particules produites par la combustion des véhicules automobiles |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Bruit** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Niveau de bruit produit par la communauté |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Gestion des déchets** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Décharge, parc à ferraille, aire de dépôt ou d’incinération |  |  |  |  |  |  |
| Gestion des déchets solides |  |  |  |  |  |  |
| Gestion des déchets liquides |  |  |  |  |  |  |
| Gestion des déversements et des accidents |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Gestion des déchets organiques** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Gestion des carcasses d’animaux |  |  |  |  |  |  |
| Gestion des déchets infectieux |  |  |  |  |  |  |

**B. PARAMÈTRES SOCIAUX**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Utilisation des terres et du milieu naturel** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Utilisation antérieure des terres |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation actuelle des terres |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation future prévue |  |  |  |  |  |  |
| Effets cumulatifs |  |  |  |  |  |  |
| Utilisation antérieure des terres |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sites historiques, sociaux et culturels** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| L’activité ou le sous projet est réalisé sur ou près d’un milieu écosensible ou d’une zone écologique protégée |  |  |  |  |  |  |
| L’activité ou le sous projet est réalisé sur ou près d’un site ou d’aménagements qui ont une valeur historique, archéologique, paléontologique ou architecturale |  |  |  |  |  |  |
| L’activité ou le sous projet est réalisé sur ou près d’une aire protégée ou aura un effet sur l’usage actuel des terres et des ressources utilisées par les Autochtones à des fins traditionnelles |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réinstallation et /ou acquisition de la terre** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Le sous projet nécessite le déplacement involontaire des populations |  |  |  |  |  |  |
| Le sous projet nécessite l’acquisition d’importante superficie de terrain |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Perte de cultures, arbres fruitiers et infrastructures de ménages** | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | **Pour les codes 1 à 4, donner une explication** |
| Le projet entraine des pertes de cultures |  |  |  |  |  |  |
| Le projet entraine des pertes d’arbres fruitiers |  |  |  |  |  |  |
| Le projet entraîne des pertes d’infrastructures de ménages |  |  |  |  |  |  |

# Annexe C : Grille d’évaluation des sous projets

1. **Information de base et vérification de l’éligibilité du sous projet**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du sous projet | : |
| Région et commune d’implantation | : |
| Nom du porteur du sous projet | : |
| Type de porteur (cocher la ligne correspondante) | Personne morale | : |
| Personne physique | : |
| **Evaluation de l’éligibilité du porteur du sous projet** |
| Persomme morale | Personne physique |
| Critères | Evaluation (Oui/Non) | Critères | Evaluation (Oui/Non |
| Avoir exercé au moins deux années dans le domaine de l’activité proposée |  | Avoir au moins 18 ans |  |
| Avoir un statut juridique lui permettant de recevoir des subventions |  | Avoir exercé au moins une année dans le domaine de l’activité proposée, ou avoir bénéficié d’une formation théorique et pratique dans le domaine de l’activité dans une école ou un centre de formation de référence ; |  |
| Avoir des documents de reconnaissance officiels, ou, en cas de ne pas disposer de statut, être soutenue par une organisation éligible qui s’engagent à sa reconnaissance avant la fin du 1er trimestre de mise en œuvre du sous projet |  | Ne pas être un fonctionnaire de l’Etat ou d’autres institutions en activité. |  |
|  |
| Avoir respecté ses engagements antérieurs dans le cadre des activités d’autres projets en cours ou achevés |  |
| La durée du sous projet est inféreieure ou égale à 24 mois |  |
| Décision d’éligibilité (cocher la ligne correspondante) | Eligible | : |
| Non éligible | : |

**NB** : Si le promoteur est éligible, alors passer à la section 2 pour l’évaluation du sous projet selon les critères de performances des projets, puis fournir vos commentaires/avis spécifiques à la fin de la fiche. Si le porteur n’est pas eligible, le sous projet est disqualifié et ne peut être évalué. Veuillez fournir vos commentaires/avis spécifiques à la fin de la fiche**.**

1. **Evaluation technique du sous projet**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Définition du critère d’évaluation** | **Notation****(Points)** | **Note attribuée au sous projet par critère** |
| **Pertinence des objectifs et résultats attendus du sous projet (Pertinence)** | Le sous projet est cohérent avec (i) les stratégies du sous-secteur, (ii) les priorités régionales de développement, (iii) le plan de développement stratégique de la chaine de valeur ciblée (au cas où il en existe) et (iv) les objectifs du PGPC/REDD+ | **0-16**(0 = sous projet non cohérent avec aucun des stratégies citées8 = sous projet partiellement cohérent avec les stratégies citées16 = sous projet totalement cohérent avec l’ensemble des stratégies citées |  |
| **Pertinence des activités et des modalités de mise en œuvre (Cohérence)** | Les technologies proposées sont simples et adéquates pour la réalisation des infrastructures, des équipements, des intrants, etc. | **0-8**(0 = les technologies proposées ne sont ni simples ni adequates4 = Les technlogies proposées sont soit simples ou soit adequates8 = les technolgoes proposées sont à la fois simple et adequates |  |
| **Technologies sobres en carbone** | Les technologies proposées dans le sous projet sont sobres en carbone | **0-16**(0 = les technologies proposées ne sont pas sobre en carbone 8 = Les technologies proposées sont en partie sobres en carbone 16 = les technologies proposées sont totalement sobres en carbone |  |
| **Réalisme des estimations et projections (Efficience)** | Les estimations et projections des coûts des investissements, rendements au regard des technologies, intrants et conditions de production, prix sur le marché, demande, charges de fonctionnement, etc. sont réalistes. | **0-8**(0 = les estimations et projectsions des coûts ne sont pas réalistes4 = Les estimations et projections des coûts sont en partie réalistes8 = Les estimations et projections des coûts sont totalement réalistes |  |
| **Existence de marché actuel ou potentiel pour les produits qui découleront de la mise en œuvre du sous projet** | Le sous projet a décrit les circuits potentiels de commercialisation, les clients potentiels ou promesses de partenariat, etc. | 0-16(0 = le sous projet ne décrit ni circuits de commercialisation, ni clients potentiels, ni promesses de partenariat8 = le sous projet décrit en partie des circuits de commercialisation, des clients potentiels, ou des promesses de partenariata16 = le sous projet décrit suffisamment les circuits de commercialisation, les clients potentiels, ou les promesses de partenariat |  |
| **Rentabilité économique potentielle (impact et viabilité économique)** | L’amélioration positive de la situation économique de l’entreprise du promoteur ainsi que de la chaine de valeur ciblée. | 0-16(0 = aucune amélioration positive de la situation économique de l’entreprise du promoteur et de la chaîne de valeur n’est décrite8 = Quelques améliorations positives de la situation économique de l’entreprise du promoteur et de la chaîne de valeur sont décrites16 = D’importantes améliorations positives de la situation économique de l’entreprise du promoteur et de la chaîne de valeur décrites |  |
| **Impacts environnementaux et sociaux** **inexistants, limités, ou réversibles (Impacts et viabilité environnementale sociale)** | Le sous projet n’est pas susceptible de générer des impacts environnementaux et sociaux importants qui ne pourraient pas être résolus par la mise en œuvre des mesures correctives simples | **0-10**(0 = le sous projet présente des impacts environnementaux qui ne pourraient pas être résolus par la mise en œuvre des mesures correctives simples 5 = le sous projet présente des impacts environnementaux qui pourraient être résolus en partie par la mise en œuvre des mesures correctives simples10 = le sous projet présente des impacts environnementaux qui pourraient être totalement résolus par la mise en œuvre des mesures correctives simples |  |
| **Prise en compte des femmes et/ou des jeunes** | Le sous projet implique des femmes et/ou des jeunes | 0-10(0 = l’implication de femmes et/ou de jeunes n’est pas décrite dans le sous-projet.5 = l’implication des femmes et/ou des jeunes est faiblement décrite dans le sous projet.10 = l’implication des femmes et/ou des jeunes est fortement décrite dans le sous projet |  |
| **Total évaluation du sous projet** |  |
| **Commentaires spécifique de l’évaluateur :**  |

N.B. Si le sous projet a obtenu une note moyenne supérieure ou égale à 50, il sera considéré pour une analyse approfondie du budget. La note moyenne d’un sous projet est calculée sur la base des notes attribuées par les évaluateurs individuels.

1. **Analyse du budget du sous projet**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critère** | **définition** | **Evaluation (Oui/Non)** |
| Conformité du montant maximum de la subvention sollicitée par le sous projet | Le montant maximum sollicité est inférieur ou égal à 10 millions |  |
| Adéquation de la structure du budget | La structure du budget comprend un minimum de 80% pour activités et équipements, 10% pour le suivi-évaluation et un maximum de 10% de frais indirects |  |
| Adéquation du montant de la contribution apportée | La contribution apportée (ci-dessous, barrez la puce qui ne s’applique pas) représente pour un (i) sous projet de femmes et jeunes, 15% du montant total du sous projet(ii) sous projet de porteur autre que femmes et jeunes, 20% du montant total du sous projet |  |
| Adéquation de l’analyse de la rentabilité financière attendue | L’analyse de la rentabilité financière faite par le porteur du sous projet est acceptable  |  |

# Annexe D : Modèle de convention de financement sous projet des petites et moyennes entreprises

****

|  |  |
| --- | --- |
| Nom du projet | **Composante 3.2 du projet de Gestion des Paysages Communaux (PGPC-REDD+)** |
| Numéro de projet | [**P04351**](https://projects.iucn.org/#!/project/data-form/description-and-configuration/P04351)**- SoCoPME** |
| Financement | **Ministère de l’Environnement de l’Eau et de l’Assainissement CREDIT IDA N°7035-BF, DON IDA N° D966-BF et DON PROGREEN N° TF0B7516** |
| Numéro d’attribution/UICN |  |

**ACCORD D’EXECUTION DE SOUS-PROJET**

**N°……/…../20…./UICN/¨PGPC-REDD+**

(Ci-après “Accord”)

Entre les soussignés

**UICN**, **UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES**, une association internationale créée en vertu des lois de la Suisse, ayant son siège mondial à Rue Mauverney 28, 1196 Gland, Suisse (ci-après « UICN ») et représentée au Burkina Faso par UICN Programme du Burkina Faso, 01 BP : 3133 Ouagadougou 01, Burkina Faso - Tél : +226 25 31 31 54 - Email : uicnbf@iucn.org, d’une part,

Et

………………………………………………………., créée en vertu des lois du Burkina Faso, ayant son siège social à ………………, Burkina Faso et représentée par …………………….., …………………………., Tel **:**…………………….**;** Email **:……………………….** (ci-après dénommée « Co-contractant »), d’autre part.

L’UICN et le Co-contractant seront ci-après dénommés « Partie », de manière individuelle, et « Parties » de manière collective.

**PRÉAMBULE**

**Considérant** **que** la mission de l’UICN consiste à influencer, encourager et aider les sociétés du monde entier à conserver l’intégrité et la diversité de la nature et à veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ;

**Considérant que** l’UICN a reçu un don de la **Banque mondiale** à travers le **Projet** **de Gestion Durable des Paysages Communaux (ci-après dénommé « PGPC-REDD+ » ou « Projet »)** (ci-après dénommée “Bailleur”) pour la mise en œuvre de la **composante 3.2 du Projet tel que décrit dans :**

* **l’annexe 1 de l’Accord de Financement IDA et l’Accord de Don PROGREEN signés entre le Burkina Faso et l’Association Internationale de Développement et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement en date du 30 juin 2022 (conjointement dénommés « les Accords de Financement »), et**
* **le manuel de mise en œuvre du Projet, en particulier le Sous-Manuel de mise en œuvre des sous-projets de soutien aux coopératives et Petites et Moyennes Entreprises (PME) du Projet (ci-après, le « Sous-Manuel du Projet »)** ;

**Considérant que** l’UICN a choisi le Co-contractant pour la qualité de son micro-projet sur la base d’un appel à projets compétitif ;

**Et considérant que** le Co-contractant est disposé à accepter les obligations présentées ci-dessous et admet que la continuation du présent Accord et de tout paiement dépend de la disponibilité des fonds du donateur ;

**Ceci exposé**, il a été convenu ce qui suit :

1. **OBJET**
	1. L’objet du présent Accord est la mise en œuvre, par le Co-contractant, d’un projet de **…………………………………………………………………………………………………………………………………………..** (ci-après « Sous-Projet »), décrit de manière plus détaillée dans le Document du Sous-Projet joint au présent accord (Annexe 1).
	2. L’exécution dudit Accord sera menée par **Nom et Prénom, Présidente de …………………., ci-après** **(« Co-contractant »),** étant entendu que la sélection et le remplacement du Personnel clé devront être approuvés par écrit et à l’avance par l’UICN.
2. **DURÉE**

Le présent Accord prendra effet le jour de sa signature par les deux Parties et restera pleinement en vigueur en conservant ses effets jusqu’au **…………………** (ci-après « Date d’expiration »), à moins qu’il soit résilié ou prolongé conformément aux articles 16 et 19.5, respectivement.

1. **TÂCHES ET LIVRABLES**

Les tâches que le Co-contractant devra accomplir et/ou les livrables qu’il devra livrer (ci-après « Tâches » et « Livrables »), ainsi que le programme correspondant à leur réalisation et livraison sont exposés dans **le Document du Sous-Projet et** **le plan de travail** **présentés par le Co-contractant dans le cadre de la demande de financement du Sous-Projet, et joints respectivement en Annexes 1 et 2 au présent Accord**.

1. **MODALITÉS ET CONDITIONS DE PAIEMENT**
	1. Le budget du présent Accord est décrit dans **le Document du Sous-Projet joint en Annexe 1** à cet Accord (ci-après « Budget »). Les Fonds budgétaires (tels que définis par l’article 4.2 ci-dessous) devront uniquement être utilisés pour couvrir les dépenses nécessaires à l’accomplissement des objectifs du Sous-Projet.
	2. Sous réserve de réception du financement de la part du Bailleur, l’UICN paiera au Co-contractant un montant global maximal de **………………………………………………………………….** Franc de la Communauté Financière Africaine (« **FCFA »)** (ci-après « Fonds budgétaires ») pour les dépenses dans le cadre du Budget encourues à la date ou avant la Date d’expiration.
	3. Toutes dépenses dépassant les Fonds budgétaires ne seront pas remboursées ou autrement prises en charge par l’UICN. Si le Co-contractant reçoit des ressources supplémentaires à celles des Fonds budgétaires d’une autre source, pour le même objectif, ledit Entrepreneur devra immédiatement en informer l’UICN par écrit.
	4. L’UICN devra effectuer les paiements en FCFA, selon les modalités suivantes :
		1. Premier versement

Un premier versement de **trente pour cent (30%), soit** **……………………. FCFA**, sera effectué à la signature du présent Accord par les deux Parties et à la remise d’une demande d’acompte détaillant lesdites dépenses.

* + 1. Paiements par tranche

Les paiements ultérieurs, ne dépassant pas deux tranches, se feront conformément au planning périodique des activités assortis du plan de décaissement adoptés lors de l’atelier de murissement des sous projets. Lorsque le premier virement est exécuté à un taux minimum de 75%, le promoteur soumettra à cet effet, un appel à fond et des rapports techniques et financiers des activités de la tranche écoulé validé après vérification terrain par les consultants locaux en suivi et accompagnement. L’UICN se réserve le droit de ne pas payer les tanches demandées si les réalisations techniques et financiers sont jugées non satisfaisantes.

* + 1. Dernier versement

Un dernier versement égal et non inférieur à dix pour cent (10 %) du Budget sera retenu jusqu’à réception de la livraison du Co-contractant et acceptation écrite du dernier rapport financier (7.3.2.ii) et du dernier rapport technique (7.3.1.iii) par l’UICN.

* 1. L’UICN versera les paiements dans le compte bancaire du Co-contractant comme suit :

**Intitulé du compte : ……………………………………………**

**Numéro de compte complet : …………………………………**

**Type de compte et monnaie :………………………………….**

**Nom de la banque : …………………………………………**

**Adresse de la banque :………………………………………….**

**Numéro de compte : …………………………………………**

**Code SWIFT ou autres codes bancaires :……………………**

**Numéro IBAN : ……………………………………………………**

* 1. Tous frais bancaires liés au transfert de fonds pouvant être faits par l’UICN en vertu des présentes seront pris en charge par l’UICN.
	2. Les fonds (intérêts y afférents inclus) inutilisés à la Date d’expiration ou de résiliation du présent Accord devront être remis à l’UICN dans les soixante (60) jours suivant une des dites dates, selon le cas, et le Co-contractant devra rembourser toute dépense rejetée à l’UICN.
	3. Toutes les dépenses doivent être déclarées conformément au Budget et comme prévu par le présent Accord.
	4. Toute autre répartition des fonds entre/parmi les lignes budgétaires sera soumise au consentement écrit préalable de l’UICN. Celui-ci devra être accordé dans chaque cas et à la seule discrétion de l’UICN.
	5. À l’expiration ou résiliation du présent Accord, le Co-contractant devra conserver tous les états financiers relatifs au présent Accord pendant une période de dix (10) ans.
	6. Le Co-contractant est responsable du paiement de tous les impôts, comme le stipule la loi, pouvant découler de ou avoir un rapport avec le présent Accord. Seuls les impôts encourus pour l’exécution du présent Accord et que le Co-contractant ne peut pas récupérer seront acceptés comme des frais éligibles.
	7. Le Co-contractant doit faire en sorte que les rapports financiers, tels que définis par l’article 7.3.2, puissent être facilement rapprochés avec la comptabilité et les systèmes de comptabilité et avec la comptabilité sous-jacente et autres registres pertinents. Pour cela, le Co-contractant devra préparer et établir des rapprochements adéquats, des annexes justificatives, des analyses et des listes pour leur contrôle et vérification. Lesdits rapprochements devraient être mis à jour chaque trimestre au minimum.
1. **ACHATS, DÉPLACEMENTS ET SOUS-TRAITANCE**
	1. Tous les achats de biens, matériaux et équipements, le cas échéant, tous les emplois de consultants, le cas échéant, devront se faire conformément aux dispositions de l’Accord Subsidiaire entre l’UICN et le MEEA en date du **14/12/2023** (ci-après, « Accord Subsidiaire »), et les Accords de Financement entre la Banque mondiale et le Burkina Faso pour le Projet.
	2. Le Co-contractant devra s’assurer que ses sous-traitants se conforment à toutes les conditions du présent Accord.
2. **PROPRIÉTÉ DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIAUX**

Le Co-contractant devra tenir un inventaire de tous lesdits équipements et matériaux ayant un coût individuel de trois cent mille (300 000) FCFA ou plus et présenter une copie signée de l’inventaire à l’UICN, soit avec le dernier rapport financier, soit à la demande de l’UICN à tout moment et dans les plus brefs délais, soit à l’expiration ou résiliation du présent contrat. Les équipements dont le montant individuel est inférieur à 300 000 FCFA sont considérés comme des consommables. A la clôture du sous projet le matériel acquis restera la propriété du promoteur.

1. **COMMUNICATION, RAPPORTS ET AUDIT**
	1. Toute correspondance concernant la mise en œuvre du présent Accord (à l’exception des notifications en vertu de l’article 17 ci-dessous) devra contenir les informations suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Référence de la personne de contact à l’UICN** | **Référence de la personne de contact du Co-contractant** |
|  |  |
| Coordonnateur de la sous-composante  |  |
| UICN programme du Burkina Faso |  |
| 01 BP : 3133 Ouagadougou 01, Burkina Faso | Commune :  |
| Tél : 25 31 31 54 | Téléphone :  |
| Email : **uicnbf@iucn.org** | Email :  |

* 1. Le Co-contractant devra rapidement informer l’UICN de tout évènement ou toute question dont il prendra connaissance et qu’il considèrera susceptible d’affecter ou d’interférer matériellement, de sérieusement entraver ou de nuire à sa capacité à accomplir toute obligation prévue par le présent Accord.
	2. Les exigences relatives aux rapports du Co-contractant, devant être conformes au format du rapport spécifié par l’UICN, sont les suivantes :
		1. Rapports techniques
1. Rapports techniques

Le Co-contractant devra fournir un rapport technique chaque trimestre à l’UICN qui se composera **d’un bilan critique analysant les résultats obtenus prévus / imprévus, les leçons tirées, au plus tard le 10 du mois suivant le trimestre écoulé.**

1. Dernier rapport technique

Le Co-contractant devra fournir le dernier rapport technique à l’UICN qui se composera **d’un bilan critique analysant les résultats obtenus prévus / imprévus, les leçons tirées, à la clôture du projet**.

* + 1. Rapports financiers
1. Rapports sur la situation financière.

Le Co-contractant devra présenter des rapports sur la situation financière dans les dix (10) jours qui suivent la fin de chaque trimestre civil selon le format indiqué par l’UICN **accompagnés des copies des pièces justificatives.**

1. Dernier rapport financier.

Le Co-contractant devra présenter un dernier rapport financier accompagné des copies des pièces justificatives dans les quinze (15) jours qui suivent l’expiration ou la résiliation du présent Accord. Ledit rapport doit être présenté en conformité avec le format spécifié par l’UICN.

* 1. Le Co-contractant devra conserver tous les états financiers, les pièces justificatives, les statistiques et toutes autres traces écrites pertinentes concernant le Projet, en vertu des principes comptables généralement reconnus, afin de suffisamment justifier toutes sortes de frais directs et indirects concernant des transactions relatives aux Fonds budgétaires fournis par l’UICN en vertu du présent Accord.
	2. Tous les états financiers et autres documents relatifs au présent Accord ou le concernant peuvent faire l’objet d’un contrôle et/ou d’un audit, à la discrétion de l’UICN ou du Donateur. Le Co-contractant accepte de livrer l’accès au(x) contrôleur(s) de l’UICN ou du Donateur auxdits états durant les heures ouvrables habituelles et d’autoriser les entretiens avec tout employé raisonnablement susceptible de détenir une information concernant lesdits états. En cas de contrôle ou d’audit, l’UICN ou le Donateur devra fournir un préavis par écrit, dans des délais raisonnables, au Co-contractant. De plus, le Co-contractant accepte d’inclure un droit similaire à l’UICN ou au Donateur d’auditer les états financiers et de s’entretenir avec le personnel dans tout contrat de sous-traitance relatif à l’exécution du présent Accord.
	3. Un audit, mené par l’UICN ou le Donateur, dévoilant que les dépenses encourues par le Co-contractant ne sont pas conformes aux conditions du présent Accord, autorisera l’UICN à recouvrer lesdites dépenses.
1. **PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS, DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET RECONNAISSANCES**

##

## Droits de propriété intellectuelle

## Les droits de propriété intellectuelle comprennent tous les droits et prérogatives, enregistrés ou pas, découlant des législations Burkinabé et internationale relatives à la protection notamment des brevets, design, marque, savoir-faire et secrets commerciaux.

## Tous les droits de propriété intellectuelle conçus ou faits par le Co-contractant dans le cadre de l’exécution des Tâches et/ou la livraison des Livrables appartiendront au Projet[[4]](#footnote-4), conformément au Décret portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutées au Burkina Faso. Le Co-contractant accepte, par la présente, de céder au Projet, ou à l’UICN aux fins d’en faciliter le transfert ultérieur au Projet, avec toutes les garanties de propriété, tous les droits relatifs à la propriété intellectuelle résultant de l’exécution du présent Accord pour une durée complète desdits droits, partout dans le monde où cela est applicable.

## Dans les limites autorisées par la loi, le Co-contractant renonce aux droits moraux découlant ou résultant de l’exécution du présent Accord.

## Reconnaissances

* + 1. Le Co-contractant déclare et certifie qu’il dispose de tous les droits, toutes les licences et autorisations nécessaires l’autorisant à exécuter le présent Accord y compris, mais pas seulement, le droit d’effectuer le travail pour l’UICN pour tous les objectifs prévus par le présent Accord.
		2. En plus des Résultats et des Livrables, tous les autres évènements et productions en relation avec le présent Accord devront reconnaître le soutien **de l’UICN, du Ministère en charge de l’Environnement et de la Banque mondiale.**

## L’utilisation du nom et du logo de l’UICN pour tout objectif relatif au présent Accord requiert le consentement écrit préalable de l’UICN pour chaque cas d’utilisation et devra toujours être conforme à l’Image de marque de l’UICN que cette dernière transmettra au Co-contractant après la signature dudit Accord par les deux Parties.

##  Le Co-contractant indemnisera l’UICN pour toutes sortes de réclamations, procès, responsabilités, dommages ou dépenses (y compris les frais juridiques) découlant d’une atteinte ou violation de la part du Co-contractant (ou allégations de ces derniers) de tous droits de propriété intellectuelle d’un tiers en relation avec le présent Accord.

1. **DIVULGATION D’INFORMATION**
	1. L’« Information confidentielle » comprend toute information tangible ou intangible, information protégée ou privilégiée ou secrets commerciaux confiés à l’une des Parties par ou pour le compte de l’autre Partie et qui a été explicitement désignée, oralement ou par écrit, comme étant confidentielle, soit au moment de la divulgation, soit, si la divulgation a été faite oralement, par le biais d’une confirmation par écrit dans les trente (30) jours suivant la divulgation originale, notamment mais pas exclusivement :
		1. Les listes des clients, services, produits, manuels, méthodes et pratiques commerciales ;
		2. Le logiciel protégé, le hardware, le micrologiciel et la documentation détenus par chacune des deux Parties ou détenus par des tiers mais développés, produits ou distribués par une Partie ou l’autre soumis aux licences pertinentes.
		3. Procédés, prix, bénéfices, conditions de contrat, procédures opérationnelles et compilation de données ou d’informations.
	2. Chacune des deux Parties devra garantir la confidentialité de toute Information confidentielle de l’autre Partie et sa non divulgation à un tiers.
	3. L’Information confidentielle restera la propriété de la Partie divulgatrice et la Partie qui la reçoit convient de l’utiliser uniquement pour l’exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.
	4. L’Information confidentielle, telle que définie par le présent article 9, ne devra pas comprendre des informations qui :
		1. Étaient du domaine public au moment de leur réception par la Partie réceptrice :
		2. Étaient, au moment de leur réception, déjà détenus par la Partie réceptrice ou connus par ladite Partie et non qualifiés d’Information confidentielle ;
		3. Tombent dans le domaine public après leur réception par la Partie réceptrice indépendamment d’une violation du présent Accord par la partie réceptrice ou par les employés de cette dernière ; ou
		4. Sont légitimement donnés à la partie réceptrice par une tierce partie à titre non confidentiel.
	5. La Partie réceptrice divulguera l’Information confidentielle de l’autre Partie uniquement à ses employés ou entrepreneurs indépendants directement et nécessairement impliqués dans l’exécution du présent Accord et liés à la Partie réceptrice par des obligations tout aussi rigoureuses que celles mentionnées dans le présent Accord. La Partie réceptrice a la responsabilité de faire en sorte qu’il n’y ait pas de violation desdites obligations de confidentialité de la part desdits employés ou entrepreneurs indépendants.
2. **INDEMNISATION**

Le Co-contractant indemnisera et tiendra l’UICN, ainsi que ses employés, agents ou sous-traitants à couvert de toutes sortes de procès, réclamations, revendications, poursuites et responsabilités, soient-ils contractuels, délictuels ou autres, ainsi que des frais et dépenses (y compris les frais juridiques) découlant de ou étant liés aux actions ou omissions du Co-contractant ou à celles de ses employés, agents, officiers, directeurs ou sous-traitants dans l’exécution du présent Accord. Ladite indemnisation ne devra pas prendre fin à l’expiration ou à la résiliation du présent Accord.

1. **NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**
	1. L’UICN et le Ministère de l’Environnement se conforment aux dispositions de la Section I.G de l’annexe 2 des Accords de Financement relatives aux Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale et instruments y afférent qui disposent des normes permettant de guider tous les projets dont il soutient la mise en œuvre. L’objectif des NES est d’examiner systématiquement les risques environnementaux et sociaux potentiels des projets et d’identifier des moyens pour les éviter, les minimiser ou les atténuer, tout en améliorant les impacts positifs.
	2. Dans le cadre de l’exécution du Projet, le Co-contractant devra se conformer aux NES et les instruments de sauvegarde élaborés dans le cadre du Projet, disponibles sur [les](https://www.iucn.org/resources/project-management-tools/environmental-and-social-management-system) sites WEB de la Banque mondiale, de l’UICN et aussi du Ministère. En signant le présent Accord, le Co-contractant confirme qu’il a lu et accepté lesdits normes et qu’il devra respecter toute exigence spécifique résultant de leur contrôle et leur évaluation.
2. **NON-DISCRIMINATION**

L’UICN recommande au Co-contractant d’appliquer les pratiques de non-discrimination en matière de bénéfices et de rémunération pour les hommes et les femmes employés pour l’exécution du présent Accord.

1. **FRAUDE, CORRUPTION ET ÉTHIQUE**

Le Co-contractant devra se soumettre aux conditions prévues par la Politique de la **Banque mondiale** en matière de fraude et corruption en Annexe 3.

1. **GARANTIES ET ENGAGEMENTS DU CO-CONTRACTANT**
	1. Le Co-contractant déclare et certifie sa conformité, à tout moment, avec toute loi en vigueur dans la juridiction dans laquelle il opère ou met en exécution le présent Accord notamment, mais pas exclusivement, avec les lois anti-corruption, les lois relatives à l’emploi et à la sécurité sociale et les réglementations fiscales de Burkina Faso.
	2. Le Co-contractant déclare et certifie qu’il est légalement constitué, autorisé à exercer son activité et/ou qu’il a obtenu tous les permis et toutes les licences nécessaires, auprès de la juridiction en charge des mises en œuvre de projets, pour exécuter le présent Accord et pour conférer à l’UICN les droits décrits par l’article 8 (droits de propriété intellectuelle et reconnaissances).
	3. Le Co-contractant déclare et certifie qu'aucune partie des Fonds budgétaires ne sera utilisée pour soutenir des individus et organisations associés au terrorisme tels qu'indiqués dans une liste de sanctions publiée par l'Union européenne, le Gouvernement des États-Unis, le Conseil de Sécurité des Nations Unies ou tout autre agence ou organe compétent.
2. **RÉSILIATION ET EFFETS DE RÉSILIATION**
	1. Résiliation justifiée
		1. L’UICN se réserve le droit de résilier le présent Accord, totalement ou partiellement, sous réserve d’un préavis à effet immédiat si le Co-contractant :
3. A falsifié ou livré une information inexacte, incomplète ou trompeuse dans un quelconque document fourni à l’UICN y compris dans les propositions ou les documents de diligence raisonnable requis par l’UICN ;
4. Manque à une de ses obligations dans le cadre du présent Contrat notamment, mais pas exclusivement, à la livraison des Tâches et Livrables en vertu de l’article 3 ;
5. A participé à des actes illégaux notamment, mais pas exclusivement, des actes frauduleux ou de corruption tels que définis par le Code de conduite et d’éthique professionnelle pour le secrétariat et par la Politique de la Banque Mondiale en matière de lutte contre la fraude et la corruption ;
6. Entre en liquidation ou dissolution dans un but autre que celui de la fusion, ou de la reconstruction ; ou
7. Cesse son activité ; a un séquestre ou administrateur en charge de tous ses actifs et entreprises ou une partie de ces derniers ; conclut un concordat ou un arrangement avec ses créanciers ou prend ou subit une mesure similaire comme conséquence d’une dette ou autre responsabilité ; subit tout processus analogue aux précédents dans une quelconque juridiction à travers le monde.
	* 1. S’il est constaté que le Co-contractant a commis une fraude en vue de l’obtention de cet Accord ou dans son exécution, toutes les dépenses encourues dans le cadre dudit Accord seront indues et le Co-contractant devra rembourser l’UICN, dans les plus brefs délais, pour toutes les dépenses engagées dans l’exécution du présent Accord.
	1. Résiliation pour manque de fonds fournis par le Donateur

L’UICN aura le droit de résilier le présent Accord, avec effet immédiat et sans être tenue responsable des dommages causés au Co-contractant, en cas de résiliation de contrat entre l’UICN et le Donateur et/ou si les Fonds budgétaires ne sont plus disponibles pour l’UICN.

* 1. Résiliation pour cause de force majeure

L’exécution du présent Accord par une Partie ou l’autre est sujette aux cas fortuits, à la guerre, aux réglementations gouvernementales, aux catastrophes, aux grèves (à l’exception des grèves du personnel des Parties), aux troubles civils, à la restriction des moyens de transport ou autres urgences ayant pour effet de rendre illégal ou impossible, à une Partie ou à l’autre, l’exécution de ses obligations. Le présent Accord peut être résilié unilatéralement et sans indemnisation pour une ou plusieurs raisons mentionnées ci-dessus, sous réserve d’un préavis écrit de la part d’une Partie à l’autre.

* 1. Effets de la résiliation

En cas de résiliation en vertu de l’article 16, le Co-contractant devra, à la demande de l’UICN et dans un délai de trente (30) jours suivant la résiliation :

* + 1. Dans la mesure du possible, finir les tâches et livrer les Livrables soumis aux Fonds budgétaires mis à disposition jusqu’à la date de résiliation et arrêter toutes les activités en cours dans le cadre du Projet ;
		2. Rembourser à l’UICN tout acompte perçu en plus sur les dépenses totales effectuées, tel qu’en témoigne les factures envoyées à l’UICN.
		3. Rembourser à l’UICN toutes les dépenses effectuées en violation des termes du présent Accord.
		4. Envoyer des rapports finaux techniques et financiers et tous autres matériaux, Livrables, travaux ou autres productions crées jusqu’à la date de la résiliation en vertu du présent Accord.
	1. Si l’UICN choisit de transférer une part ou toutes les parts des responsabilités du Co-contractant pour la gestion du Projet à une autre institution, ledit Entrepreneur devra collaborer avec l’UICN et l’autre institution pour le transfert harmonieux desdites responsabilités et des équipements obtenus grâce aux Fonds budgétaires.
1. **NOTIFICATIONS**

Toutes les notifications en vertu du présent Accord devront être envoyées aux représentants des Parties suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et Prénom** | **Nom et prénom** |
| Chef de Programme  | Présidente |
| UICN programme du Burkina Faso | Groupement féminin  |
| 01 BP : 3133 Ouagadougou 01, Burkina Faso | Région, Province et la commune  |
| Tél : 25 31 31 54 | Téléphone :  |
| Email : **uicnbf@iucn.org** | Email :  |

1. **DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DE LITIGES**

* 1. L’exécution et l’interprétation du présent Accord seront de la compétence exclusive des lois du Burkina Faso, à l’exception des principes de conflit de lois.
	2. Les parties du présent Accord devront faire tout leur possible pour résoudre, à travers le dialogue, tout litige découlant de l’exécution, de l’interprétation et de la mise en œuvre du présent Accord.
	3. Tout litige susceptible de survenir, quant au présent Accord ou ayant une relation avec ce dernier, et ne pouvant être résolu à l’amiable par les Parties ou par médiation, devra être soumis aux tribunaux compétents de Ouagadougou, Burkina Faso.
1. **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**
	1. Le présent Accord représente une parfaite entente entre l’UICN et le Co-contractant et remplace tout autre contrat ou accord ayant un rapport avec le sujet faisant l’objet dudit Accord.
	2. Toutes les notifications échangées entre l’UICN et le Co-contractant, autorisées ou requises par le présent Accord, devront se faire par écrit, en langue anglaise et pourront être envoyées par courriel. La copie originale sera envoyée par la poste comme courrier prioritaire timbré et adressée au représentant indiqué par l’article 17. Toute notification ou communication envoyée par courriel devra être considérée comme étant reçue le jour ouvrable suivant le jour de sa transmission dans la juridiction du destinataire.
	3. En vertu du présent Accord, la relation légale entre l’UICN et le Co-contractant devra être celle correspondant aux entrepreneurs indépendants et rien, dans le présent Accord, ne devra être considéré, de quelque façon, comme la création d’un partenariat, d’une relation d’employeur-employé, d’une agence ou d’une joint-venture entre l’UICN et le Co-contractant. Aucune des deux Parties ne pourra avoir le pouvoir ou l’autorité pour engager ou lier l’autre Partie.
	4. Les titres des articles ne sont utilisés que pour des raisons pratiques, ils ne devront pas être utilisés pour interpréter ou affecter les dispositions du présent Accord.
	5. Le présent Accord ne sera modifié que sous réserve d’un accord écrit et signé par les deux représentants autorisés des deux Parties.
	6. Le présent Accord ainsi que les droits et obligations du Co-contractant ne devront pas être assignés ou transférés par le Co-contractant sans l’accord écrit préalable de l’UICN.
	7. L’UICN aura le droit d’assigner et de transférer ses droits et obligations en vertu du présent Accord sans demander l’accord préalable du Co-contractant.
	8. Chaque Partie renonce à tout droit de compensation pour tout paiement dû en vertu des présentes et accepte de payer toutes les sommes dues en vertu des présentes, indépendamment de toute compensation ou demande reconventionnelle.
	9. Le manquement d’une Partie à l’exercice ou l’exercice en retard de l’un de ses droits, pouvoirs ou privilèges en vertu du présent Accord ne sera pas considéré comme une renonciation. De même, l’exercice ponctuel ou partiel d’un droit, pouvoir ou privilège n’en exclura pas un autre.
	10. Le présent Accord sera constitué de l’accord lui-même et de toutes ses annexes.
	11. Les dispositions suivantes devront survivre à l’expiration ou à la résiliation du présent accord : 8, 9, 10, 11, 16, 18, 19.
	12. Dans l’éventualité où l’une des dispositions du présent Accord, ou toute partie de ce dernier, est jugée nulle, illégale ou inexécutable en vertu de la loi applicable, le reste dudit Accord restera valable et exécutoire.
	13. En cas de conflit entre le présent Accord et les Accords de Financement et l’Accord Subsidiaire, les dispositions des Accords de Financement et de l’Accord Subsidiaire prévaudront dans l’ordre hiérarchique suivant :
2. Les Accords de Financement
3. L’Accord Subsidiaire
4. Le présent Accord
	1. En cas de conflit entre le présent Accord-même et une de ses annexes, ledit Accord et lesdites annexes devront être interprétés et appliqués dans l’ordre hiérarchique suivant :

1. Le présent Accord

2. Le sous-manuel de mise en œuvre des sous-projets de soutien aux coopératives et Petites et Moyennes Entreprises (PME) du Projet

3. Budget et plan de décaissement

4. Le Document du Sous-Projet

En foi de quoi les parties, dûment autorisées, ont signé le présent contrat en langue française établi en deux (02) exemplaires.

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour l’Union Internationale pour Conservation de la Nature et de ses Ressources Naturelles, L’UICN-Programme du Burkina Faso**Fait, le  | **Pour Le Co-contractant**Fait, le …………………………………………..Président (e) |

#### Annexes de la convention de financement

**Annexe 1 :** Document du Sous-Projet avec budget

**Annexe 2 :** Plan de travail du co-contractant

**Annexe 3 :** Politique de la Banque Mondiale en matière de fraude et corruption.

**Annexe 4 :** Le Sous-Manuel du Projet

1. Il est compris toute association, PME et GIE éligible. [↑](#footnote-ref-1)
2. Femme de tout âge ou jeune homme, dont l’âge est compris entre 18 et 35 ans (pour les personnes physiques) ; membres majoritairement des femmes de tout âge et/ou jeunes, dont l’âge est inférieur ou égal à 35 ans (pour les personnes morales). [↑](#footnote-ref-2)
3. Femme de tout âge ou jeune homme, dont l’âge est compris entre 18 et 35 ans (pour les personnes physiques) ; membres majoritairement des femmes de tout âge et/ou jeunes, dont l’âge est inférieur ou égal à 35 ans (pour les personnes morales). [↑](#footnote-ref-3)
4. Le terme "Projet" tel qu'utilisé dans cette disposition désigne le Ministère de l’Environnement de l’Eau et de l’Assainissement. [↑](#footnote-ref-4)